

**Bureau du vérificateur général du Canada
Rapport financier trimestriel pour
le trimestre terminé le 31 décembre 2013**



Bureau du vérificateur général du Canada

Pour obtenir de l'information, veuillez communiquer avec la :

Direction des communications
Bureau du vérificateur général du Canada
240, rue Sparks
Ottawa (Ontario) Canada K1A 0G6

Téléphone : 613-995-3708 ou 1-888-761-5953 (sans frais)
Télécopieur : 613-957-0474
Numéro pour les malentendants (ATS seulement) : 1-613-954-8042
Courriel : communications@oag-bvg.gc.ca
Site Web : www.oag-bvg.gc.ca

ISSN 1927-1980

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Il devrait être lu de concert avec le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses. Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen externe.

Le Bureau du vérificateur général du Canada a une seule activité de programme : l'audit législatif. Il réalise des études et des audits indépendants qui fournissent information, avis et assurance au Parlement, au gouvernement et à la population canadienne.

Mandat

Le vérificateur général du Canada est un haut fonctionnaire du Parlement. Il est indépendant du gouvernement et présente ses rapports directement au Parlement. Ses fonctions sont établies par la *Loi sur le vérificateur général*, la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'autres lois et des décrets en conseil. Elles consistent à réaliser des audits législatifs et, dans certains cas, à surveiller les ministères et les organismes fédéraux, les sociétés d'État, les gouvernements territoriaux et d'autres entités.

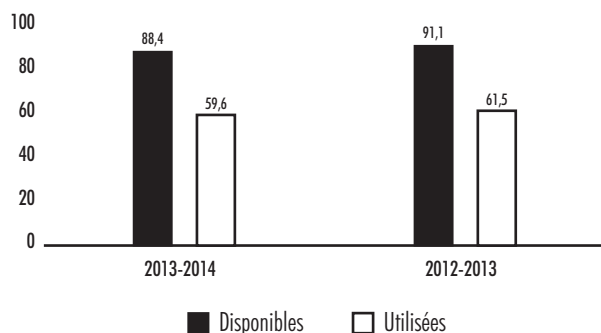
Mode de présentation

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport présente les autorisations de dépenser du Bureau accordées par le Parlement et utilisées par le Bureau, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses pour l'exercice 2013-2014. Ce rapport trimestriel présente de l'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser. Le Bureau utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de production de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les autorisations de dépenser votées par le Parlement sont établies en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

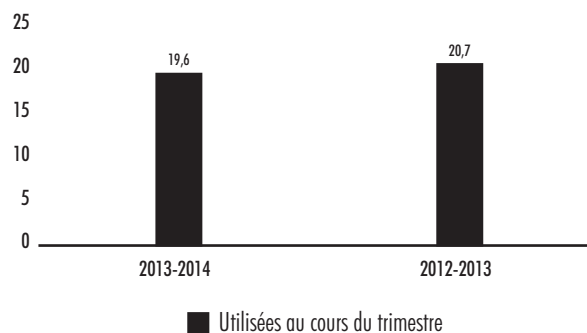
Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Les autorisations disponibles ont diminué, car le Bureau n'a pas encore demandé le remboursement des dépenses salariales recouvrables au Conseil du Trésor pour l'exercice 2013-2014. Aucun changement important dans les autorisations utilisées n'est à signaler pour le trimestre clos le 31 décembre 2013.

Autorisations disponibles et utilisées
au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)



Autorisations utilisées au cours du trimestre clos
le 31 décembre 2013 (en millions de dollars)



Risques et incertitudes

Aucun risque significatif, ni incertitude n'est à signaler.

Mise en œuvre du Budget 2012

Le Bureau prévoit réaliser des réductions de 6,7 millions de dollars d'ici l'exercice 2014-2015 grâce à des mesures d'efficacité qui permettent d'harmoniser ses ressources à son mandat, rationalisant ainsi sa façon de fonctionner.

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Il n'y a pas eu de changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes.

Approuvé par :

Le vérificateur général du Canada,

La vérificatrice générale adjointe
et dirigeante principale des finances,

Michael Ferguson, CPA, CA
FCA (Nouveau-Brunswick)

Lyn Sachs, FCPA, FCA (Québec)

Ottawa, Canada
Le 28 février 2014

État des autorisations (non audité)

	Exercice 2013-2014			Exercice 2012-2013		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice terminé le 31 mars 2013*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
	<i>(en milliers de dollars)</i>					
Crédit 20 – Dépenses de fonctionnement	80 650	17 257	52 687	83 300	18 185	54 137
Moins : Recettes à valoir sur le crédit	(2 510)	(256)	(801)	(2 510)	(19)	(428)
Crédit net 20 – Dépenses nettes de fonctionnement	78 140	17 001	51 886	80 790	18 166	53 709
Autorisations législatives budgétaires	10 233	2 558	7 674	10 331	2 582	7 748
Autorisations budgétaires totales	88 373	19 559	59 560	91 121	20 748	61 457
Autorisations non-budgétaires	-	-	-	-	-	-
Autorisations totales	88 373	19 559	59 560	91 121	20 748	61 457

* Comprend seulement les autorisations disponibles aux fins d'utilisation et celles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non audité)

	Exercice 2013-2014			Exercice 2012-2013		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014	Sommes dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2013	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2013	Sommes dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2012	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
(en milliers de dollars)						
Dépenses :						
Personnel	73 082	17 175	51 868	75 830	18 406	54 376
Transports et communications	5 662	865	2 405	5 897	931	2 496
Information	770	129	356	648	142	413
Services professionnels et spéciaux	7 853	984	3 596	7 866	919	3 099
Location	1 671	121	962	1 037	153	972
Services de réparation et d'entretien	415	102	196	789	35	128
Services publics, fournitures et approvisionnements	617	79	185	622	86	174
Acquisition de matériel et d'outillage	812	360	794	938	84	217
Autres subventions et paiements	1	—	(1)	4	11	10
Dépenses budgétaires brutes totales	90 883	19 815	60 361	93 631	20 767	61 885
Moins les recettes affectées aux dépenses :						
Sommes recouvrées						
Des membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL)	(660)	(25)	(97)	(660)	(10)	(20)
De l'Organisation internationale du travail	(1 850)	(231)	(704)	(1 850)	(9)	(408)
Dépenses budgétaires nettes totales	88 373	19 559	59 560	91 121	20 748	61 457